

Notre printemps d'Athènes

Par Yanis Varoufakis, – Frangy-en-Bresse,
23 août 2015

Permettez-moi de vous dire pourquoi je suis ici, avec les mots que j'ai empruntés à un célèbre et ancien manifeste. Je suis ici parce que :

Un spectre hante l'Europe - le spectre de la Démocratie. Toutes les puissances de la vieille Europe ont conclu une Sainte-Alliance pour exorciser ce spectre : les banquiers parrainés par les États et l'Eurogroupe, la Troïka et le Dr Schäuble, les héritiers espagnols de la politique de Franco, le leadership berlinois du SPD, les gouvernements baltes qui ont soumis leurs populations à une récession terrible et inutile et la résurgence de l'oligarchie grecque.

[NdT : claire référence aux premières phrases du Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels de 1848 : « *Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.* »]

Je suis ici face à vous parce qu'une petite nation a choisi de s'opposer à cette Sainte-Alliance, de la regarder dans les yeux et lui dire : **notre liberté n'est pas à vendre.** Notre dignité ne sera pas mise à l'encan. Si nous renonçons à la liberté et à la dignité, comme vous l'exigez, l'Europe perdra son intégrité et renoncera à son âme.

Je suis ici face à vous parce que rien de bon ne peut arriver en Europe qui ne parte de France.

Je suis ici face à vous grâce au Printemps d'Athènes qui a uni les Grecs et leur a rendu :

- ▶ le sourire
- ▶ le courage
- ▶ la liberté face à la peur
- ▶ la force de dire :
 - NON à l'irrationalité
 - NON à l'aliénation
 - NON à l'assujettissement qui à la fin ne renforce même pas la puissance et la force de l'Europe

ce magnifique Printemps d'Athènes qui a culminé lorsque 62 % de la population a opposé un NON majestueux à la déraison et la misanthropie, notre

Printemps d'Athènes, qui était aussi une chance pour un Printemps de Paris, un Printemps de Frangy, de Berlin, de Madrid, de Dublin, d'Helsinki, de Bratislava, de Vienne.

Je suis ici parce que notre Printemps d'Athènes a été écrasé, tout comme, autrefois, celui de Prague. Pas par des tanks, bien sûr, mais par des banques. Pour citer Berthold Brecht, « Pourquoi envoyer des assassins quand nous pouvons recourir à des huissiers ? » Pourquoi monter un coup d'État quand vous pouvez envoyer le président de l'Eurogroupe dire au nouveau ministre des finances d'un gouvernement fraîchement élu, trois jours après son entrée en fonction, qu'il n'a le choix qu'entre le programme d'austérité antérieur ayant conduit son pays à l'équivalent de la Grande Dépression ou la fermeture des banques du pays ? Pourquoi envoyer des troupes quand des visites mensuelles de la Troïka ont l'objectif explicite de prendre le contrôle de chaque branche du gouvernement et rédiger la moindre ligne de législation du pays ?

Les élections ne peuvent rien changer

Lorsque, durant ma première réunion de l'Eurogroupe, en février, j'ai suggéré aux ministres des finances un compromis entre le programme existant d'austérité de la Troïka et l'agenda de réformes de notre nouveau gouvernement, Michel Sapin a pris la parole pour me donner raison - pour argumenter avec éloquence en faveur d'un terrain d'entente entre le passé et l'avenir, entre le programme de la Troïka et le programme électoral de notre nouveau gouvernement que les Grecs venaient juste d'approuver.

Le ministre des finances allemand intervint immédiatement : « **Les élections ne peuvent rien changer !** Si chaque fois qu'il y a une élection, les règles changent, l'Eurozone ne peut pas fonctionner. »

Reprenant la parole, je répondis que, vu la façon dont notre Union était conçue (très, très mal !), peut-être que le Dr Schäuble avait raison. Mais j'ajoutai : « S'il est vrai que les élections ne peuvent rien changer, nous devrions être honnêtes et le dire à nos citoyens. Peut-être devrions-nous amender les traités européens et y insérer une clause suspendant le processus démocratique dans les pays obligés d'emprunter à la Troïka. Suspendre les élections jusqu'à ce que la Troïka décide qu'elles pourront se tenir à nouveau. Pourquoi soumettrions-nous notre peuple au rituel d'élections

onéreuses, si les élections ne peuvent rien changer ? Mais, ai-je demandé à mes collègues ministres, est-ce là ce qu'est devenue l'Europe, mes amis ? Est-ce à ça que nos peuples se sont engagés ? »

Pensez-y, admettre une telle chose serait le meilleur cadeau jamais fait au Parti communiste chinois qui lui aussi croit que les élections constituent une complication dangereuse entravant l'efficacité du gouvernement. Bien sûr ils ont tort. Comme Churchill l'a dit, la démocratie est un très mauvais système. Mais c'est la meilleure des solutions, également en termes d'efficacité économique à long terme.

Un silence glacé de quelques secondes s'en est suivi dans l'Eurogroupe. Personne, même le si souvent agressif M. Dijsselbloem, ne trouvait quoi que ce soit à dire, jusqu'à ce que des collègues d'Europe de l'Est brisent le silence avec une autre incantation sortie du Livre des Psaumes de l'austérité de la Troïka. Du coin de l'œil, je voyais l'air désolé de Michel Sapin. Je me rappelais une chose qu'il m'avait dite à Paris quand je l'avais rencontré pour la première fois dans son bureau : « **La France n'est plus ce qu'elle était.** »

Depuis mon plus jeune âge je regardais vers la France pour m'en inspirer, peut-être me souvenant de la façon dont la renaissance de la Grèce dans le monde moderne avait été inspirée par la Révolution française, des citations de Voltaire et Rousseau résonnant dans ma tête. À ce moment, le silence de Michel était très difficile à supporter. Le spectacle de l'impuissance de la France est le signe avant-coureur d'une Europe qui s'est égarée.

Un coup d'État très européen

Au temps de la dictature de 1967-1974, quand les tanks régnaient sur les rues d'Athènes, les démocrates grecs venaient en France, voyageaient en Allemagne, en Autriche, en Suède, au Canada, en Australie, battant le rappel des soutiens à la nation grecque assiégée. Afin de galvaniser la solidarité avec le peuple grec dans sa lutte contre la dictature fasciste.

Amis, je ne suis pas ici aujourd'hui pour rallier un soutien à la démocratie grecque écrasée.

Je suis ici pour exprimer le soutien du peuple grec et sa solidarité avec la démocratie française.

Parce que c'est ce qui est en jeu. La démocratie française. La démocratie espagnole. La démocratie

italienne. La démocratie à travers toute l'Europe. **La Grèce a été, et demeure malheureusement, un laboratoire où le pouvoir destructeur du Suicide par l'Austérité a été essayé et testé. La Grèce n'a jamais été l'objectif pour la Troïka et ses mignons. Vous l'êtes !**

Il est faux de dire que nos créanciers sont intéressés par le remboursement de leurs prêts par l'État grec ou qu'ils veulent voir la Grèce réformée. Si tel avait été le cas, ils auraient discuté sérieusement nos propositions de restructurer la dette publique grecque de façon à leur permettre d'être remboursés en majeure partie. **Mais ils s'en moquaient totalement. Ils ont plutôt insisté sur notre reddition.** C'est la seule chose qui les préoccupait. Ils voulaient une seule chose : confirmer la sentence du Dr Schäuble selon laquelle les élections ne peuvent permettre de changer quoi que ce soit en Europe. Que la démocratie s'arrête quand l'insolvabilité commence. Que les fières nations confrontées à des questions de dettes doivent être condamnées à vivre dans une « prison de dettes » dans laquelle il est impossible de produire la richesse nécessaire à les rembourser et se libérer. Et c'est bien ce que l'Europe, maison commune, est devenue, une cage de fer partagée.

C'est important. Vous lisez des journaux et écoutez des programmes de radio et de télévision qui vous bombardent de suaves romances dans lesquelles l'Eurogroupe, la Troïka autour desquels l'Europe est construite, les programmes d'austérité n'ont d'autre objet que les RÉFORMES, afin de forcer la Grèce à développer son économie défaillante pour qu'elle paie ses dettes et cesse de peser sur le reste de l'Europe.

Seulement ce n'est pas ainsi que l'Europe fonctionne en pratique. Si vous étiez une mouche sur le mur observant nos négociations, vous verriez comme je l'ai vu, qu'une seule chose intéressait Mme Lagarde, M. Draghi, M. Juncker, certainement le Dr Schäuble : **nous dicter les « termes de la reddition ».** Des termes qui mettent fin au Printemps d'Athènes. Des termes qui effaceraient le sourire de ceux qui, dans toute l'Europe, nous regardaient et pensaient qu'une Nouvelle Politique est possible. Des termes imposés par les créanciers, qui, de façon incroyable, garantissent que nous, la partie endettée, ne puissions pas rembourser nos dettes, anciennes et nouvelles.

Remède toxique

Beaucoup d'entre vous demanderont, à juste titre : mais pourquoi les créanciers imposent-ils à la Grèce des conditions qui réduisent sa capacité à leur rembourser ses dettes ? Pourquoi les créanciers demandent-ils au gouvernement grec de faire des choses qui l'empêchent de mettre en œuvre de vraies réformes ? Des réformes qui rendraient la Grèce mieux insérée au sein de l'Europe ? Se pourrait-il que la Troïka soit simplement en train d'essayer de faire prendre à la Grèce un remède amer mais nécessaire et que les Grecs ne veuillent pas prendre leur remède, ne veuillent pas faire leurs devoirs, comme pourrait le dire Mme Merkel ?

Ce sont des questions cruciales. Pour vous, pour le peuple de France. Pourquoi ? Parce que si nous, Grecs, sommes responsables de nos propres problèmes, et s'il est vrai que nous sommes gâtés, paresseux, refusant de faire nos devoirs et de prendre notre remède amer, alors vous n'avez rien à craindre. Vous ne devriez pas perdre de temps à écouter des gens comme moi.

Mais si ce n'est pas le cas, si le remède que l'on nous demande de prendre encore et encore est toxique, **si nous avons fait nos devoirs mais que le maître ne veut même pas les lire**, alors ce qui arrive dans un endroit comme la Grèce n'a rien à voir avec la Grèce. Cela concerne la politique de l'Europe, de la France en particulier.

Aussi soyons clairs : le remède n'est pas juste amer. Il est toxique. Un médecin délivrant une telle potion à un patient serait arrêté et radié de l'Ordre des médecins. Mais pour l'Eurogroupe, le fait que le remède tue le patient est vu comme la preuve qu'il faut plus de ce même remède, que les doses doivent être augmentées !

Pendant cinq ans le programme d'austérité de la Troïka a créé la récession la plus longue et la plus profonde de notre histoire. **Nous avons perdu un tiers de notre PIB**. Le chômage a crû de 10% à 30% dans un pays où seul 9% des chômeurs ont jamais perçu des allocations chômage. La pauvreté a submergé 2 de nos 10 millions de concitoyens. Il ne pouvait en être autrement.

En 2010, l'État grec a fait faillite. Il ne pouvait pas payer ses dettes aux banques françaises et allemandes. Alors, qu'est-ce que l'Europe a fait ? Elle a décidé de donner à l'État grec en faillite le prêt le plus important dans l'Histoire, sous la condition

d'une austérité qui a réduit le revenu même devant permettre de payer les énormes prêts, anciens et nouveaux. Un enfant de dix ans pourrait dire que celui qui est insolvable ne peut pas s'en sortir par de nouveaux prêts posant comme condition que ses revenus chutent.

L'austérité diminue les ressources tandis que les dettes augmentent. Toujours plus de dette, sous la forme de nouveaux prêts d'urgence, sous condition d'une austérité de plus en plus forte qui sape encore plus les revenus, conduit avec une précision mathématique à une catastrophe.

Tout le monde le savait. Alors, pourquoi l'Europe l'a-t-elle fait ? Parce que l'objectif n'était pas de renflouer la Grèce, l'Irlande, le Portugal ou l'Espagne ! **L'objectif était de sauver la Deutsche Bank, BNP Paribas, Finanz Banque, la Société Générale, les banques allemandes et françaises** avec l'argent des contribuables et de faire peser le fardeau sur les plus faibles des Européens en provoquant une crise humanitaire en Grèce et une récession rampante en France.

Et puis, quand il fut révélé que toute cette austérité avait, de fait, augmenté la dette grecque de 120% à 180% du revenu national au lieu de la réduire, que fit l'Europe officielle ? La même chose en 2012, en 2013, en 2014. Les revenus ont continué à baisser, la pauvreté a augmenté, le chômage a atteint le record du monde, tout le monde devait de l'argent à tout le monde et personne ne pouvait payer. Plus de prêts à l'État devant être remboursés par les citoyens les plus pauvres, c'est une politique économique qui ne fonctionnera jamais. Comme Macbeth qui a commis crime après crime, essayant de cacher son précédent crime en en commettant un nouveau, la Troïka a empilé sauvetage toxique après sauvetage toxique, étendant la crise, l'approfondissant, tout en ne cessant de prétendre qu'elle était sur le point d'être résolue.

C'est ce processus misanthrope qui a éteint l'espoir en Grèce de 2010 à 2015. En janvier dernier, nous avons été élus pour redonner espoir. Plutôt que de nous asseoir dans l'ombre et de maudire l'obscurité, nous avons décidé d'allumer une bougie. Pour donner à l'espoir et à la rationalité une autre chance. Et les gens l'ont remarqué. La petite bougie que nous avons allumée a illuminé les visages des gens et pas seulement en Grèce.

Du point de vue de la Sainte-Alliance de la vieille Europe, c'était là un crime terrible pour lequel nous, et ceux qui avaient voté pour nous, devons être punis. Avec un autre prêt énorme. Avec plus d'austérité autodestructrice portant bientôt notre dette publique à 205% du PIB. Avec une autre décision de l'Eurogroupe condamnant notre peuple à **des souffrances inutiles pour le crime odieux d'avoir recommencé à espérer et, pire encore, propagé l'espoir dans le reste de l'Europe.**

Un terrain d'entente ?

Pour en revenir à mes premiers pas dans l'Eurogroupe, je dois dire que j'y allais avec la volonté de trouver un terrain d'entente, tout comme Michel Sapin. Permettez-moi de vous lire des extraits de mon intervention dans laquelle je proposais un nouveau partenariat avec les institutions et avec mes collègues, les autres ministres des finances :

« Le nouveau partenariat que nous vous proposons devrait être fondé sur des objectifs réalistes et des politiques efficaces.

Nous, le nouveau gouvernement grec, devons gagner une monnaie très précieuse sans dilapider un bien capital : nous devons gagner votre confiance, sans perdre la confiance de notre peuple - des électeurs qui, pour le moment, nous approuvent fortement. Une telle approbation est un important capital dans la lutte de l'Europe pour réformer la Grèce et la rendre stable et normale.

En cette période de changement, nous percevons vos préoccupations au sujet des intentions de notre gouvernement. Nous devons, de toute évidence, les apaiser.

Je suis ici aujourd'hui pour vous transmettre un message clair sur le programme et les engagements du nouveau gouvernement envers ses partenaires de l'Eurogroupe.

La Grèce, en tant que membre de la zone euro, s'engage pleinement à trouver une solution discutée conjointement avec ses partenaires, afin de renforcer notre union monétaire.

Nous nous engageons à coopérer de bonne foi avec tous nos partenaires européens et internationaux, sur un pied d'égalité.

Nous nous engageons à des finances publiques saines. La Grèce a fait un vaste ajustement au cours des cinq dernières années au prix d'un immense coût social. Son déficit est maintenant en dessous

de 3% en termes nominaux, en baisse de 15% en 2010. Nous avons maintenant un excédent primaire et notre excédent structurel, tel que mesuré par le Fonds Monétaire International, est le plus élevé de l'UE.

Le nouveau gouvernement prend cet ajustement comme point de départ. Nous souhaitons maintenant aller de l'avant, sur la base d'un nouveau partenariat mutuellement bénéfique avec nos partenaires européens.

Nous nous engageons à de profondes réformes structurelles.

Notre agenda de réformes vise à recréer la confiance entre les citoyens grecs, la croissance de l'économie et la crédibilité en Europe. Il reconnaît le besoin de réformes profondes pour ancrer la prospérité à long terme de la Grèce dans la zone euro.

Nous reconnaissons que le programme d'ajustement précédent reflète les engagements pris par la Grèce et ses partenaires de l'Eurogroupe.

Nous reconnaissons les efforts considérables déployés par les contribuables de vos pays pour soutenir la dette de la Grèce et maintenir l'intégrité de l'euro.

Cependant, des objectifs budgétaires autodestructeurs et irréalistes ont été imposés à notre pays et à la population : ils doivent donc être révisés. Un objectif d'excédent primaire de plus de 3% du revenu national n'a pas de précédent historique dans une situation ressemblant à celle de la Grèce aujourd'hui. Il sera tout simplement impossible pour notre pays de progresser si nous continuons sur la voie de l'austérité imposée à notre économie car elle sape la croissance. C'est également tout à fait incompatible avec la réduction du ratio dette-revenu à un niveau soutenable.

Le nouveau contrat que nous proposons de discuter avec vous devrait reconnaître cette évidence.

Le nouveau contrat se fondera sur des réformes qui soient « réappropriées » par les citoyens et les institutions nationales, en utilisant de nombreux éléments du programme politique approuvé précédemment. Cela signifie également que l'espoir de prospérité partagée doit être relancé à travers l'Europe.

Nous souhaitons discuter avec vous cet agenda issu de notre pays, qui reflète autant notre potentiel que nos contraintes spécifiques. Nous souhaitons que

notre croissance soit globale, fondée sur l'investissement et les gains de productivité. Une croissance fondée sur une réduction du coût du travail supplémentaire ne peut pas fonctionner en Grèce et a été rejetée par notre peuple.

Fondé sur des objectifs d'excédent primaire plus réalistes et sur le programme de réforme et de croissance issu de notre pays, le nouveau contrat que nous proposons permettra de restaurer une trajectoire viable de la dette.

Nous invitons le Fonds Monétaire International à travailler avec nous pour évaluer la soutenabilité de la dette grecque fondée sur les engagements du gouvernement. La Grèce se tiendra prête à faire des propositions concrètes à ses partenaires, en temps voulu, sur une série d'instruments novateurs pour réduire le fardeau de la dette de manière efficace, y compris des échanges de dettes. »

Ensuite, j'ai conclu avec ces mots :

« Chers collègues, l'Europe est entière et indivisible, et le gouvernement de la Grèce estime que la Grèce est un membre permanent et inséparable de l'Union Européenne et de notre union monétaire.

Certains d'entre vous, je le sais, ont été mécontents de la victoire d'un parti de gauche, de gauche radicale. À ceux-là je dis ceci : ce serait une occasion perdue de nous voir comme des adversaires.

Nous sommes résolument pro-européens. Nous nous soucions profondément de notre peuple mais nous ne sommes pas populistes, promettant tout à tout le monde. En outre, nous pouvons mener le peuple grec vers un accord véritablement bénéfique pour l'Européen moyen.

En nous, vous trouverez des partenaires de confiance qui ne voient pas ces réunions comme un moyen d'extraire quelque chose à partir de rien, de gagner au détriment de qui que ce soit.

Je suis impatient de discuter avec vous maintenant, dans un véritable esprit de coopération et de partenariat, et d'écrire ensemble cette nouvelle page de notre relation.

Je vous remercie beaucoup pour votre attention. »

Pardon d'avoir lu tous ces extraits. Mais je voulais vous donner une idée de l'esprit de coopération avec lequel nous avons approché l'Eurogroupe. Alors que je récitais ces lignes dans l'Eurogroupe, **des « sources » de Bruxelles prétendaient que j'étais impoli, que je faisais des cours à mes col-**

lègues, que je rejetais les « réformes » de la Troïka. Je ne prenais pas ces fuites personnellement parce qu'elles ne me visaient pas personnellement. Elles faisaient partie **d'une campagne de propagande brutale cherchant à justifier la diabolisation de notre gouvernement, à nous dépeindre comme des communistes radicaux afin de préparer l'opinion publique européenne à notre renversement.**

Pendant cinq longs mois, de notre côté il y eut clarté et propositions sophistiquées :

- sur la réforme de l'administration fiscale, qui la rendrait totalement indépendante de mon ministère mais aussi de l'oligarchie ;

- sur une restructuration de la dette qui minimiserait les nouveaux prêts de la Grèce et maximiserait nos remboursements à nos créanciers ;

- sur une nouvelle banque de développement qui utiliserait des fonds publics, en partenariat avec la Banque Européenne d'Investissement ;

- sur une nouvelle « bad bank » destinée à gérer les créances douteuses du système bancaire grec, les mauvaises dettes privées qui bloquent les circuits du crédit, empêchant les banques de prêter, même à des entreprises rentables axées sur l'exportation ;

- sur les mécanismes de lutte contre la corruption, la fixation des prix de détail, le travail clandestin, une réforme des retraites qui réduise les retraites anticipées sans pousser plus de personnes âgées dans la pauvreté.

Chaque fois que nous avons proposé une mesure ou une réforme raisonnable, nous avons été rembarrés. Mes collègues français étaient clairement **sans épaisseur, avec un manque d'influence déprimant.** Même lorsque nous convenions d'une mesure avec Michel Sapin ou Pierre Moscovici. La belle affaire ! Si le président de l'Eurogroupe le décidait, notre accord n'était même pas évoqué au sein de l'Eurogroupe – pas sûr que M. Dijsselbloem ait jamais pris ces décisions de son propre fait. Lorsque, conscient de cela, je posai la question au Dr Schäuble, il a refusé de négocier avec moi sur quoi que ce soit de substantiel : C'est le mémorandum actuel (ayant échoué) ou la porte, telle était sa ligne. « Voyez ça avec les institutions. » Ce que j'ai dûment fait.

Face à un mur

Sauf que nos négociations avec les institutions, la Troïka, étaient l'expérience la plus frustrante que l'on puisse avoir. Comme certaines personnes ennuyeuses qui veulent vous parler de tout à la fois, ce qui signifie que vous finissez par ne parler de rien du tout, les institutions ont insisté sur un « examen complet » conduisant à un « accord global », ce qui signifiait qu'ils voulaient parler à propos de tout.

Ils disaient : nous avons besoin de toutes vos données à propos de la trajectoire budgétaire sur laquelle se trouve aujourd'hui l'économie grecque, nous avons besoin de toutes les données sur les entreprises publiques, de toutes les données sur les fonds de pension, sur les sociétés d'énergie, sur ceci, sur cela et autre. Pour démontrer notre coopération nous nous y sommes soumis et avons répondu aux questionnaires, tenu d'innombrables réunions afin de fournir les données. Après avoir perdu beaucoup de temps à chercher des données qu'ils avaient déjà et avant que nous, les ministres, en prenions connaissance, ils nous demandaient ce que nous avions l'intention de faire sur la taxe sur la valeur ajoutée, la TVA. Nous faisons de notre mieux pour leur expliquer nos plans modérés, sensés, sur la TVA. Ils écoutaient, semblant sceptiques, rejetaient notre proposition mais n'étaient pas capables de faire une contre-proposition. Et puis, avant d'avoir trouvé un accord sur la TVA, ils passaient à une autre question, comme les privatisations. Ils demandaient ce que nous voulions faire au sujet des privatisations, nous mettions en avant quelque chose de sensé et de modéré, ils le rejetaient. Ensuite, ils se portaient sur un autre sujet, comme les retraites, puis de là aux marchés des biens et services, des marchés de biens et services aux relations de travail puis des relations de travail à tout et n'importe quoi. **C'était comme un chat qui court après sa queue.**

Peut-être le plus grand obstacle à la conduite d'une négociation raisonnable était la fragmentation de la Troïka. Le FMI était proche de nous quant à l'importance de la restructuration de la dette mais il a insisté **pour que nous retirions toutes les protections restantes** des droits des travailleurs et des professionnels de la classe moyenne, comme les pharmaciens ou les ingénieurs. La Commission était beaucoup plus sympathique à notre égard sur ces questions sociales mais interdisait toute réfé-

rence à la restructuration de la dette de peur que ça ne braque Berlin ou Francfort. La BCE avait son propre ordre du jour. En bref, chacune des institutions avait différentes lignes rouges, ce qui signifiait que nous étions emprisonnés dans un réseau de lignes rouges.

Pire encore, nous avons dû faire face à la « désintégration verticale » de nos créanciers, puisque les patrons du FMI et de la Commission avaient un programme différent de celui de leurs sbires et que les ministres des finances allemands et autrichiens avaient **un ordre du jour en contradiction totale** avec celui de leurs chanceliers.

Pendant ce temps, comme les jours et les semaines passaient en raison de la détermination de nos créanciers à retarder, retarder et encore retarder, tandis que des fuites dans la presse prétendaient dans le même temps que nous empêchions les négociations, **notre gouvernement a été asphyxié à dessein par la BCE.** Avant même notre élection, la BCE avait indiqué qu'elle réduirait l'accès des banques grecques aux liquidités. Nos adversaires dans la presse ont tourné cela en une gigantesque campagne d'effroi, incitant efficacement les déposants à retirer leur argent des banques. Il n'y a rien de plus facile au monde qu'une banque centrale déclenchant une panique bancaire - panique bancaire que les banques centrales sont censées empêcher.

Quelques jours après notre élection, je me suis précipité à Londres pour parler aux financiers de la City afin de calmer leur nervosité et de les convaincre que notre gouvernement était favorable à l'entreprise, tout en étant déterminé à sauvegarder l'intérêt de notre population en souffrance. Ça a marché. Le lendemain matin, la Bourse grecque a augmenté de 12 % et les actions bancaires de 20 % et plus. Le jour d'après, la BCE a annoncé qu'elle devait limiter l'accès de nos banques au mécanisme de liquidité. La Bourse s'est effondrée de nouveau. **Pourquoi la BCE fit-elle cela à notre nouveau gouvernement ?**

La réponse officielle fut que « le programme » de la Grèce venant à expiration à la fin de février, cela « soulevait des problèmes quant au collatéral des banques grecques ». En réalité, la BCE mettait la pression sur notre gouvernement afin qu'il arrête le rêve de rallumer l'espoir et accepte le programme mis en échec de la Troïka tel qu'il était – peut-être avec quelques modifications cosmétiques.

Il est intéressant de comparer ce que la BCE nous a fait avec ce qu'elle avait fait l'été 2012, lorsqu'un nouveau gouvernement avait été élu et que, à nouveau, le « programme » grec était dans les limbes. La BCE avait alors augmenté la liquidité des banques à des niveaux très hauts en une seule fois et augmenté le plafond de la carte de crédit de l'État grec (ses bons du trésor) de 15 milliards à 18,3 milliards. Et pour nous ? Dans notre cas, la BCE a augmenté la liquidité des banques petit à petit, jour après jour, créant chez les déposants la peur que peut-être demain la limite n'en serait pas relevée et que les banques se trouveraient à sec. Naturellement, la panique a empiré.

Quant au plafond de la carte de crédit du gouvernement, au lieu de la relever de 15 à 18,3 milliards, la BCE a tiré vers le bas, utilisant une astuce juridique sans précédent, passant de 15 à 9 milliards. Et tout cela à un moment où je devais trouver 7 milliards pour effectuer des paiements au FMI, paiements devant à l'origine être faits avec de nouveaux prêts qui ne nous ont jamais été accordés.

Leur stratégie était très, très simple : retarder tout accord avec nous, nous en faire porter le blâme, parler du « manque de crédibilité » de nos propositions, jusqu'à ce que notre gouvernement, l'État, se retrouve à court de liquidités. Puis nous poser un ultimatum sous la menace de la fermeture immédiate des banques. **Ce ne fut rien d'autre qu'un coup d'État.**

Comme je l'ai dit, en 1967, il y eut les tanks et en 2015, il y eut les banques. Mais le résultat est le même : avoir renversé le gouvernement ou l'avoir forcé à se renverser lui-même – comme le premier ministre Tsipras a malheureusement décidé de le faire le soir de notre magnifique référendum, la nuit au cours de laquelle j'ai démissionné de mon ministère et puis de nouveau le 12 juillet.

De plus gros poissons à ferrer

Pour en revenir à février, je pouvais voir les signes déjà présents. Je pouvais voir que **la Troïka n'était pas intéressée par des réformes touchant l'oligarchie**, en partie parce qu'ils étaient dans une relation confortable avec les oligarques (dont la presse a soutenu la Troïka dans sa lutte contre nous) et en partie parce qu'ils avaient de plus gros poissons à ferrer, **la France étant le plus gros.**

Que pouvais-je faire pour qu'il leur soit difficile d'ignorer nos propositions ? J'ai fait deux choses,

en ce qui concerne le processus de négociations. Je leur ai dit : convenons de trois ou quatre réformes importantes sur lesquelles nous sommes déjà d'accord, comme le système fiscal, la TVA, un système pour lutter contre la corruption dans les marchés publics, et nous les mettons en œuvre immédiatement, pendant que la BCE assouplit les restrictions sur nos liquidités. Vous voulez un accord global ? Continuons la négociation pour y arriver - mais en attendant, laissez-nous soumettre ces réformes au parlement.

Leur réponse ? « Non, non, non, ce doit être un examen complet. Rien ne sera mis en œuvre si vous osez introduire une quelconque législation. Ce sera considéré comme une action unilatérale hostile au processus visant à parvenir à un accord. »

Donc, en réponse, j'ai essayé quelque chose d'autre, qui m'a été recommandé par une personne très haut placée au Fonds Monétaire International. Avec une équipe d'experts talentueux, j'ai créé un plan de 60 pages pour le redressement de la Grèce, un programme de réformes pour la Grèce, un plan directeur pour mettre fin à la crise grecque. Dans cette équipe ont travaillé des experts non grecs : le ministre britannique des finances, Thomas Mayer, ancien économiste en chef de la Deutsche Bank, mon grand ami Jamie Galbraith, de l'université du Texas, et Mariana Mazzucato, de l'université de Sussex. Ensuite, Jeff Sachs, de l'université Columbia, qui a aidé à mettre sur pied de nombreux programmes nationaux de réformes au nom du Fonds Monétaire International, m'a aidé à modifier le document.

J'ai remis ce document à d'autres ministres des finances, l'ai envoyé aux gouvernements et aux fonctionnaires des institutions. Quelqu'un y a-t-il porté attention ? **Bien sûr que non.** Même mon Premier ministre a été trop timide pour le soumettre à d'autres chefs de gouvernement, de peur que la Troïka ne le voie comme un défi à son autorité, à son « processus d'examen complet ».

Pendant ce temps, la Troïka, diverses personnes de la Commission, du ministère allemand des finances et d'autres centres de pouvoir, **ont accéléré les fuites dans les médias disant que nous refusions de réformer le pays**, que nous perdions notre temps, que nous n'avions rien de crédible à offrir !

Je vous invite à visiter **[mon site internet où j'ai téléchargé ce document](#)** et, si vous en avez le

temps et l'énergie, à le comparer à l'« accord » qui a finalement été imposé au premier ministre Tsipras. Un rapide coup d'œil vous convaincra que notre plan, celui dont personne ne discute, que même le gouvernement grec n'a pas réussi à faire connaître, mettrait fin à la crise grecque, contrairement aux termes de la reddition dictée le 12 juillet, que notre Parlement a adoptée récemment et qui va alimenter la crise avec, en outre, des effets catastrophiques sur les plus faibles des citoyens grecs.

Fin de partie

Et la négociation s'est poursuivie sans fin, jusqu'à ce que notre État manque complètement de liquidités. A 11 heures, le 25 juin, quatre jours avant que les banques grecques ne soient fermées par la BCE, la Troïka nous a présenté sa proposition d'accord. **C'était un ultimatum. Acceptez, ou vos banques ne rouvriront jamais leurs portes.**

Nous avons lu leurs propositions. Elles étaient absolument pernicieuses... totalement non viables et toxiques. Ils voulaient que nous engagions une nouvelle dose ridicule d'austérité, que nous augmentions la TVA sur les hôtels de nos îles de l'Égée de 6 % à 23 %, quand, en Turquie, elle est de 7 %, et que nous réduisions d'un tiers les pensions des retraités les plus pauvres. La liste des horreurs sur lesquelles ils insistaient était sans fin.

Pendant des mois, ils ont asphyxié notre gouvernement et notre économie avec une panique bancaire et un resserrement des liquidités, ils ont exigé que notre État déjà sous tension rembourse le Fonds Monétaire International à partir de sa propre chair, son propre cadavre en décomposition, et ils ont freiné les négociations jusqu'à ce que nous arrivions au bord du précipice. Et à ce moment ils nous ont soumis le genre de proposition qu'on fait lorsque l'on ne souhaite pas d'accord. La question est : pourquoi donc faisaient-ils cela ?

Ont-ils tout fait pour que nous acceptions de faire des réformes ? C'est évident que non. Nous souhaitons désespérément introduire des réformes. Quand ils parlaient de réformes, ce n'est pas vraiment cela qu'ils entendaient. Ce n'est pas une réforme que de réduire la pension mensuelle d'un retraité de 300 euros par mois à 200 euros par mois. Nos propositions de réforme du système de retraite étaient de véritables réformes - nous avons un plan pour utiliser comme levier les biens publics afin de créer des

investissements versant des dividendes qui, à leur tour, soutiendraient les fonds de pension. Nous avons proposé une restructuration des fonds de pension et des restrictions drastiques sur la retraite anticipée. Mais cela ne les a pas intéressés.

Permettez-moi maintenant d'aborder la question de la dette. L'objectif d'une restructuration de la dette est de réduire les nouveaux prêts nécessaires pour sauver un débiteur en faillite. Les créanciers offrent un allègement de la dette pour obtenir plus de valeurs en retour et réduire autant que possible les nouveaux financements. Les créanciers de la Grèce ont fait le contraire. **Ils ont refusé de restructurer la dette et insisté pour que nous nous endettions de plus en plus dans des conditions rendant le remboursement impossible.**

Pendant les négociations, je n'ai cessé de suggérer à nos créanciers une série de swaps intelligents de la dette qui auraient deux objectifs : réduire au minimum les nouveaux prêts et s'assurer que la Grèce puisse bénéficier du même soutien de la BCE dont le reste des États membres de la zone euro bénéficierait quotidiennement, ce qui est la meilleure façon de cesser d'emprunter auprès des contribuables européens. Ils ont rejeté mes propositions et ont **imposé un nouveau prêt qui est du double de ce qui était nécessaire.**

Nos propositions n'ont même pas été rejetées : elles n'ont jamais été discutées, c'est ça le vrai problème ! Même si nous tenions de bonnes sources qu'elles étaient techniquement rigoureuses et juridiquement solides, la volonté politique de l'Eurogroupe était de les ignorer, de laisser les négociations échouer, afin de fermer nos banques et de forcer le gouvernement grec à capituler sur tout – y compris sur un nouveau prêt massif encore plus grand que ce que nous avions proposé.

Pourquoi ?

Donc, retour à la terrible question : pourquoi les créanciers de la Grèce préfèrent-ils une nouvelle enveloppe de crédits beaucoup plus grande que nécessaire ? Pourquoi ont-ils ignoré nos propositions de réforme dont ils savaient que nous pouvions et voulions les mettre en œuvre ? Pourquoi ont-ils gaspillé l'opportunité que nous représentions en tant que gouvernement ayant le soutien de la grande majorité du peuple grec ? Nous pouvions demander aux Grecs de prendre le remède amer mais non toxique, de la médecine réformatrice.

Pourquoi ont-ils exigé que le médicament soit toxique et non thérapeutique ?

Il n'y a pas de réponse économique ici. La seule réponse se situe clairement dans le domaine du jeu de pouvoir. **La plus grande crainte de la Troïka était que notre gouvernement puisse réussir**, que sa grande sagesse et son autorité soient mises en cause par vous, chers amis, par les peuples d'Europe. **La Troïka ne se préoccupe pas de la plaie purulente permanente qu'est la Grèce. Le ministre allemand des finances n'est même pas préoccupé par le remboursement des contribuables allemands.**

Ceux qui mènent la barque en Europe sont prêts à verser beaucoup plus d'argent de leurs contribuables dans le puits sans fond grec pendant que les Grecs souffrent, **si c'est la seule façon qu'ils ont de perpétuer leur contrôle sur leur propre peuple.**

► La dette est le pouvoir du créancier et la dette insoutenable donne aux créanciers encore plus de pouvoir.

► Ils ne voulaient pas le remboursement de votre argent.

► Ils voulaient renverser notre gouvernement à vos frais.

► Encore mieux, ils voulaient que nous installions un lit de clous et que nous nous y allongions volontairement, les remerciant de nous y autoriser.

► Ils voulaient humilier le seul gouvernement qui ait osé remettre en question la logique d'une politique économique illogique.

Notre longue négociation de cinq mois fut une compétition entre le droit des créanciers à gouverner un pays débiteur et le droit démocratique des citoyens de cette nation à être autogouvernés. Il n'y a jamais eu une négociation entre l'UE et la Grèce en tant qu'État membre de l'UE.

Voilà pourquoi je suis ici. Je suis ici parce que **ce qui nous est arrivé est en train de vous arriver.** La Grèce est un champ de bataille sur lequel une guerre contre la démocratie européenne, contre la démocratie française, a été tentée et testée.

En mai dernier, en marge d'une autre réunion de l'Eurogroupe, encore une autre, j'avais eu le privilège d'une conversation fascinante avec le Dr Schäuble. Nous avons parlé longuement à la fois de la Grèce et de l'avenir de la zone euro. Plus

tard ce jour-là, l'ordre du jour de la réunion de l'Eurogroupe comportait un article sur les changements institutionnels à venir pour renforcer la zone euro. Dans ces conversations, ce que le Dr Schäuble prévoyait pour l'Europe est devenu très clair. Il était également clair que la grande majorité des ministres des finances étaient d'accord. Michel Sapin n'était pas parmi eux mais je ne me souviens pas de l'avoir vu contester ouvertement la vision de Dr Schäuble. **Clairement, la France n'est plus ce qu'elle fut...**

Et quel est le plan ? François Mitterrand savait que la zone euro avait été mal construite. Il croyait que la première grande crise de l'euro obligerait ses successeurs à introduire l'union politique nécessaire pour sauver l'Europe d'une fragmentation semblable à celle des années 30. Il avait tort.

Une crise à grande échelle est bien sûr inévitable lorsque le contrôle sur l'argent de différentes nations est concédé à des « technocrates » déconnectés de tout processus parlementaire susceptible de l'infléchir si nécessaire. Une fois que la crise inévitable éclate, les intérêts nationaux refont surface sur un mode vengeur. L'histoire a prouvé que Mitterrand avait tort : la crise a opposé une nation fière à une autre et a repoussé à un avenir lointain une solution fédérale.

Nous sommes restés avec le plan du Dr Schäuble : un baron eurozonen du budget (peut-être une version glorifiée de président de l'Eurogroupe) muni uniquement de pouvoirs négatifs, ou **de veto, sur les budgets nationaux. Sur le budget de la France, pour être précis.** Un Eurogroupe qui devient de plus en plus puissant pendant que la Commission Européenne s'estompe à l'arrière-plan, confinée à des questions d'importance mineure.

A ceux qui disent « plus d'Europe » et parlent en faveur d'une « union politique », je dis : méfiez-vous ! **L'Union soviétique était aussi une union politique.** La question est : quel genre d'union politique ? Un domaine démocratique de prospérité partagée ? Ou une cage de fer pour les peuples d'Europe ?

Une démocratie fédérale comme l'Allemagne, les États-Unis ou l'Australie, permettez-moi de vous le rappeler, est fondée sur la souveraineté de ses citoyens, comme en témoigne le pouvoir de ses représentants fédéraux de légiférer au nom du peuple souverain.

Ce qui contraste nettement avec le Plan Schäuble qui conçoit seulement des pouvoirs négatifs : un baron du budget qui peut seulement dire "non" mais a une capacité très limitée de recycler les excédents vers les régions déficitaires de l'Europe – ce qu'un système fédéral ferait.

Le problème posé par ce plan est double. Premièrement, il ne permet pas de protéger et de gérer la macro-économie de la zone euro. Deuxièmement, il viole les principes fondamentaux de la démocratie libérale occidentale.

Alors, que vient faire la Grèce dans tout cela ? Elle est utilisée **dans une sorte de conte moral, pour vous démontrer à vous autres ce qui vous attend si vous résistez** à cette version disciplinaire de l'union politique. **Le Grexit est conçu comme une menace pour forcer le peuple de France à accepter comme un moindre mal l'austérité permanente**, la crise permanente et le contrôle de votre destin par des pseudo-technocrates sans visage, **économiquement analphabètes** et qui n'ont aucun compte à rendre.

Ne vous méprenez pas : notre gouvernement a été écrasé, car nous avons osé dire non à la Troïka à une époque où elle avait des plans pour venir à Paris. Vous ne pourrez pas dire que vous n'avez pas été prévenus. « Nous sommes tous des Grecs désormais » non pas parce qu'il y a quelque chose de supérieur chez les Grecs, mais parce que le Printemps d'Athènes a allumé une petite bougie d'espoir chez tous les Européens. Une bougie que la Troïka devait éteindre à tout prix, de peur que son autorité soit contestée par le spectre de la démocratie.

Perte de la souveraineté sur les ministères clés de l'État

Une des choses les plus choquantes pour moi, après que je fus devenu ministre des finances, fut de comprendre à quel point cinq ans de règne de la Troïka avaient **transformé l'État grec en gruyère**. Des pans entiers de notre gouvernement avaient été engloutis par la Troïka, leur répondant directement, ne rendant plus de comptes aux ministres, voire même au parlement.

Et il ne s'agit pas que de la Banque de Grèce, qui a été incorporée à la Banque Centrale Européenne, celle-là même qui, au lieu d'aider notre gouvernement (ce pourquoi les banques centrales ont été conçues initialement), **nous a asphyxiés**. Non, je

pense à d'autres institutions cruciales comme le Fonds Hellénique de Stabilité Financière - HFSF - (qui détient pour le compte de l'État toutes les banques), à l'instance qui gère toutes les privatisations, à l'Office statistique et, bien sûr, au secrétariat de mon propre ministère des finances.

Quand j'ai décidé de réduire **les énormes salaires des gestionnaires du HFSF**, nommés en grande partie par la Troïka, j'ai reçu une lettre de M. Thomas Wieser, le président du groupe de travail euro, un fonctionnaire clé de la Troïka, qui m'a dit que je ne pouvais pas le faire sans son approbation. **Dans un pays où la Troïka exige des réductions de salaire et de retraite constants, le ministre ne peut pas réduire les salaires exorbitants des favoris et favorites de la Troïka** - salaires versés par notre nation en faillite.

À une autre occasion, j'ai essayé d'interroger le secrétariat de mon propre ministère à propos du retard de quatre mois qui affectait l'ouverture de l'application web par laquelle les entreprises soumettent leurs déclarations de revenus. Or, durant ces quatre mois, notre État était asphyxié et avait grand besoin de recettes fiscales. **On m'a dit que je n'avais aucune autorité sur le secrétariat des recettes publiques**, qui était effectivement directement relié à la Troïka. Bientôt, au cours des négociations, la Troïka donna plus d'autonomie **au secrétariat général qui aidait à l'asphyxie de notre État !**

Et quand, après ma démission, je parlai à un groupe de financiers de mon plan pour rétablir la souveraineté nationale sur ce secrétariat particulier, je fus soudain **confronté à une campagne, par les médias grecs amis de la Troïka, dans le but de me faire inculper pour... haute trahison.**

Je vous dis tout cela afin que vous soyez avertis. **Lorsque la Troïka viendra à Paris, en personne ou en esprit, sachez ceci : une privation hideuse de souveraineté nationale sera imposée aux ministres français aussi - si ce n'est pas déjà fait.**

Déficit démocratique

Permettez-moi de revenir à la fin juin. Le premier ministre Tsipras avait annoncé le référendum car nous n'avions le mandat ni d'accepter un accord non-viable, ni d'entrer en conflit avec l'Europe. Donc, nous avons soumis l'ultimatum de la Troïka au peuple grec.

Lors de la réunion de l'Eurogroupe qui a suivi, le 27 juin, **j'ai été fustigé par plusieurs ministres des finances pour avoir osé poser des questions financières complexes à des gens ordinaires.** Quoi ? N'est-ce pas le but de la démocratie ? Poser des questions complexes aux gens ordinaires, sur la base de : une personne, une voix ? Avais-je bien entendu ? L'Eurogroupe - l'organe de la plus grande économie du monde où toutes les décisions qui façonnent nos économies sociales sont prises - **me jetait la démocratie au visage ?**

Lors de cette réunion, le président Dijsselbloem a annoncé qu'il était sur le point de convoquer une deuxième réunion tard dans la soirée, sans moi : sans que la Grèce ne soit représentée. Je protestais qu'il ne pouvait pas, de son propre chef, exclure le ministre des finances d'un État-membre de la zone euro et j'ai demandé un avis juridique sur la question.

Après une courte pause, l'avis du secrétariat de l'Eurogroupe est tombé : "L'Eurogroupe n'existe pas dans le droit européen. C'est un groupe informel et, par conséquent, aucune règle écrite ne peut contraindre son président." Aucune règle écrite, aucun procès-verbal (permettant aux citoyens de voir ce qui a été dit en leur nom), **aucun respect pour la démocratie.** Voilà l'institution qui décide pour vous et moi, pour vos enfants et les miens. Est-ce l'Europe pour laquelle Adenauer, de Gaulle, Brandt, Giscard, Schmidt, Kohl, Mitterrand, etc. avaient travaillé ? Ou est-ce l'épithète de l'Europe que nous avons toujours considérée comme notre point de référence, notre boussole ?

Environ une semaine plus tard, le peuple de Grèce, malgré les banques fermées et la peur exploitée par des médias grecs corrompus, a prononcé un NON retentissant au référendum. Le lendemain, le Sommet Euro a répondu en imposant à notre premier ministre un accord qui ne peut être décrit pour notre gouvernement qu'en termes de capitulation. Et l'arme de choix du Sommet Euro ? La menace illégale d'amputer la Grèce de la zone euro.

Quoi qu'on pense de notre gouvernement et malgré les divisions entre nous occasionnées par cette capitulation, **cet épisode restera dans l'histoire de l'Europe comme le moment où l'Europe officielle a déclaré la guerre à la démocratie européenne. La Grèce a capitulé, mais c'est l'Europe qui a été défaite.**

Notre mécontentement

Comme vous avez pu l'entendre, cette nuit-là j'ai été en désaccord avec le premier ministre Tsipras et j'ai démissionné. Nous avons été en désaccord sur un certain nombre de questions auparavant.

Avoir concédé à la Troïka fin avril des excédents primaires ridiculement élevés, sans mon consentement, a été une façon d'enhardir nos créanciers. Une fois que vous acquiescez sur des excédents primaires élevés, donc que vous acceptez une nouvelle austérité, vous signalez que vous n'êtes pas vraiment sérieux quand vous parlez de restructuration de la dette. **Et une fois que vous cédez sur l'austérité et la dette, la Troïka sait que vous êtes battu.** Tout ce qu'ils avaient à faire était d'attendre notre capitulation.

La raison pour laquelle je ne l'ai pas démissionné alors, fin avril ou début mai, c'était que j'étais certain que la Troïka ne donnerait pas à mon premier ministre un accord ne serait-ce qu'à moitié décent, même après qu'il leur eut accordé presque tout ce qu'ils avaient demandé. Car **leur but était notre humiliation**, plus qu'un accord très dur d'austérité. Et donc j'ai attendu qu'Alexis durcisse le ton. Le référendum lui a donné cette chance.

Lorsque l'Eurogroupe a demandé à la BCE de fermer nos banques en représailles à notre référendum – ces mêmes banques que la BCE avait déclarées à plusieurs reprises insolubles – je recommandais deux ou trois actions en représailles de notre part. Quand je fus mis en minorité au sein de notre cabinet de guerre, je su que c'en était fini.

Et pourtant le courageux et intrépide peuple de Grèce, en dépit de la propagande menée par la télévision et la radio des oligarques, ignorant les banques fermées, avait voté un retentissant « Non » à la capitulation. Cette nuit-là Danae et moi avons senti que nous avions une autre chance, ou que, à tout le moins, nous devrions démissionner si nous pensions que nous avions usé toutes nos armes, prenant la rue avec notre peuple courageux. « Pas en notre nom » aurait dû être notre réponse de défi à la demande de la Troïka que nous signions son catastrophique « nouveau » plan.

De l'eau a coulé sous les ponts depuis ces désaccords entre Alexis Tsipras et moi. Cela m'attriste que nos chemins aient divergé. En particulier, cela

m'attriste d'entendre mon camarade se battre pour appuyer un programme dont il sait qu'il n'est pas fait pour marcher.

Pouvons-nous aller de l'avant unis dans la différence ? La Gauche n'a pas été bonne à cela dans le passé. Il vaudrait mieux qu'elle s'améliore maintenant. Nous devons laisser la porte ouverte à tous ceux qui ont l'envie et la capacité de nous rejoindre dans la lutte pour récupérer l'intégrité et l'âme de l'Europe. Pour démocratiser la zone euro.

Une fausse, mais divertissante, histoire de l'euro

Pourquoi nous, Européens, avons-nous créé l'euro ? Une réponse peu analytique mais divertissante :

- ▶ Les Français craignaient les Allemands ;
- ▶ Les Irlandais voulaient échapper à la Grande-Bretagne ;
- ▶ Les Grecs étaient terrifiés par la Turquie ;
- ▶ Les Espagnols voulaient devenir comme les Français ;
- ▶ Les Italiens du Sud voulaient désespérément pouvoir émigrer vers... l'Allemagne ;
- ▶ Les Italiens du Nord voulaient devenir Allemands ;
- ▶ Les Néerlandais et les Autrichiens étaient presque tous devenus allemands ;
- ▶ Les Belges cherchaient à soulager leurs profondes divisions en rejoignant à la fois la Hollande et la France sous l'égide d'un Deutsch mark reconfiguré ;
- ▶ Les Pays Baltes frissonnaient à la pensée d'une résurgence de la Russie ;
- ▶ Les Slovaques n'avaient nulle part où aller après la séparation d'avec leurs frères tchèques ;
- ▶ La Slovaquie fuyait les Balkans ;
- ▶ La Finlande devait faire quelque chose que la Suède ne ferait pas ;
- ▶ Et, enfin, les Allemands craignaient les... Allemands !

Comme tous les gros mensonges, cette liste contient d'importantes petites vérités. Les Français craignaient vraiment les Allemands. Et les Allemands avaient des raisons de craindre cette peur, **ainsi que la capacité à l'autodestruction de leur propre état-nation.**

Sur ce point, je tiens à diverger de ceux qui ont imputé la crise de l'Europe « à l'Allemagne » et « aux Allemands ». Je me suis toujours opposé à cette tendance pour deux raisons.

Tout d'abord, **"les" Allemands ça n'existe pas.** Pas plus que "les" Grecs. Ou "les" Français. Qui-conque connaît les sociétés allemande, grecque, française sait qu'il y a beaucoup plus de différences de caractère, de vertu ou d'opinion parmi les Grecs, les Français ou les Allemands qu'il n'y a de différences entre Allemands, Français et Grecs.

La deuxième raison pour laquelle je m'oppose à la censure de l'Allemagne est que **Paris porte une bien plus grande responsabilité que Berlin dans notre pagaille actuelle.** Permettez-moi de vous ramener au 18 septembre 1992. Ce jour-là, deux jours avant que les Français ne votent lors du référendum sur le traité de Maastricht, Le Figaro avait écrit :

« Les adversaires de Maastricht craignent que la monnaie commune et la nouvelle Banque centrale ne fortifient la supériorité du Deutsch mark et de la Bundesbank. Mais c'est exactement le contraire qui va se passer. Si elle vient à Maastricht, l'Allemagne devra partager sa puissance financière avec les autres. « L'Allemagne paiera », disait-on dans les années 20. Elle paie aujourd'hui : Maastricht, c'est le Traité de Versailles sans la guerre. »

Aucun Allemand ne pouvait pardonner une telle insensibilité. Que l'establishment français lutte de cette façon pour convaincre un électorat français sceptique de voter "OUI" au référendum n'était pas une excuse.

Le Traité de Versailles de 1919 a condamné les Allemands à la misère indicible, a humilié la fière nation allemande et a préparé le terrain aux voyous nazis. Les Nazis seraient restés une note en bas de page de l'histoire s'il n'y avait pas eu les réparations impossibles du Traité de Versailles.

Ce n'était pas qu'un éditorial rebelle d'un quelconque journal français. Le Président de Gaulle avait également envisagé l'union monétaire avec l'Allemagne comme "la guerre par d'autres moyens", précisément dans l'esprit du dirigeant du Figaro. Puis, en 1983, lorsque François Mitterrand a décidé d'abandonner les politiques anti-austérité du gouvernement socialiste pour apaiser les marchés et la Bundesbank, Jacques Delors a fait valoir qu'il embrassait l'austérité parce que l'austérité

pouvait être seulement vaincue au niveau européen. Comment s'y prendre? Le plan de Delors était de capturer une institution chérie par le peuple allemand, la Bundesbank, de la subsumer dans une banque centrale dominée par la France, et d'étendre en Allemagne et au reste de l'Europe des politiques chères au cœur de Paris.

Oui, il est vrai que j'en ai eu assez d'entendre les politiciens allemands, comme Wolfgang Schäuble, parler et parler sur la sainteté de règles inapplicables. Mais nous devons être honnêtes : les élites de la France sont responsables d'avoir mis les élites de l'Allemagne sur la défensive. Les diplômés des grandes écoles françaises tiennent des beaux discours sur le bien commun de l'Europe, mais, en réalité, **ils ont tenu à sacrifier les intérêts de la majorité du peuple français sur l'autel de leur seul intérêt particulier.** Ils n'ont cessé d'exiger de leur propre peuple et du reste de l'Europe de faire des sacrifices afin que la classe dirigeante de la France prospère, avec des Deutsch mark ou des euros plein les poches.

L'euro a changé tout cela. Enfermés dans son carcan d'acier, les administrateurs sophistiqués de la France se rendent compte maintenant que l'union monétaire ne va pas leur offrir l'Allemagne sur un plateau. En effet, **ils se rendent compte que non seulement ils ne gagnent pas sur l'Allemagne mais qu'ils perdent la France.** Cela ne nous offre, à nous humanistes européens engagés, aucun réconfort. Nos peuples en France, en Allemagne, en Grèce, en Finlande souffrent de la manipulation inepte par nos prétendues élites de la crise inévitable de l'euro.

Les fourmis et les cigales

Pour en revenir à ce vieux manifeste par lequel j'ai commencé mon discours, **il reste vrai que l'histoire de l'Humanité est l'histoire de la lutte de classes. La seule force politique qui l'ai oublié est la... gauche. La droite n'a jamais cessé de poursuivre la guerre des classes** dans la pratique tout en utilisant chaque crise pour opposer les unes aux autres les fières nations.

L'idée que les fourmis vivent toutes dans le Nord et les cigales toutes dans le Sud, plus en Irlande, est absurde. **Il y a des fourmis et il y a des cigales dans chacune de nos nations.** Pendant les « bons » moments de la zone euro, les cigales du Nord et les cigales du Sud ont tout dévoré frénétiquement.

Et quand leurs péchés ont conduit à la crise, ce sont les fourmis du Nord et les fourmis du Sud qui ont été forcées à payer la facture.

La Troïka et l'Eurogroupe sont les instances qui ont endossé l'agenda des cigales de l'Europe officielle, partout en Europe, tournant les fourmis du Nord contre les fourmis du Sud dans une Europe qui est en train de perdre son âme du fait des stéréotypes, des dénis et à cause de la détermination à toute épreuve des répugnantes prétendues élites à ne pas lâcher les leviers du pouvoir mal acquis.

En 1929, le krach à Wall Street a initié le processus qui a démantelé la monnaie commune de l'époque - l'étalon or. En 2008, un autre krach à Wall Street a lancé le processus de fragmentation de la zone euro. À ces deux occasions, les Français se retournèrent contre les Allemands, les Allemands contre les Français, avant que les Français ne se retournent contre les Français, les Grecs contre les Grecs et les Allemands contre les Allemands. À ces deux occasions, dans les années 30 et maintenant, les seuls bénéficiaires ont été les bigots, les nationalistes, les xénophobes, les misanthropes. L'œuf du serpent n'a pas mis longtemps à éclore dans de telles circonstances.

Antinationaliste, antinazi

Voilà pourquoi il est si important que nous évitions de commencer des phrases par "Les Allemands ceci" ou "Les Français qui" ou "Les Grecs cela". Voilà pourquoi il est impératif que nous comprenions que "les" Allemands, "les" Grecs ou "les" Français n'existent pas. Que nous sommes tous des Européens face à une crise très européenne.

Lors de ma première visite à Berlin, au cours de la conférence de presse que je donnais avec le Dr. Wolfgang Schäuble, j'ai dit en sa présence :

« En tant que ministre des finances d'un gouvernement confronté à des circonstances d'urgence causées par une crise de dette déflationniste sauvage, je pense que la nation allemande est celle qui peut le mieux nous comprendre. Personne ne peut mieux comprendre que les gens de ce pays à quel point une économie très déprimée, soumise à un rituel d'humiliation nationale et de désespoir sans fin, peut voir éclore l'œuf du serpent en son sein. Quand je rentrerai à la maison ce soir, je vais me retrouver dans un parlement où le troisième plus grand parti est un parti nazi.

L'Allemagne peut être fière du fait que le nazisme a été éradiqué ici. Mais c'est l'une des ironies cruelles de l'histoire que le nazisme ait pointé sa face hideuse en Grèce, un pays qui a mené un si violent combat contre lui. Nous avons besoin que le peuple de l'Allemagne nous aide à lutter contre la misanthropie. Nous avons besoin que nos amis allemands restent fermes dans le projet européen de l'après-guerre; c'est à dire ne plus jamais permettre une dépression comme celle des années 1930, divisant les frères nations européennes. Nous ferons notre devoir à cet égard. Et je suis convaincu que c'est ce que feront nos partenaires européens. »

Donc, jamais plus de stéréotypes sur les Grecs, les Allemands, les Français, tout le monde. Tendons la main à tous ceux qui veulent refaire de l'Europe un domaine démocratique de prospérité partagée.

CONCLUSION

Je vous ai suffisamment lassés. Laissez-moi pour finir, en mon nom et celui de Danaé, exprimer nos profonds remerciements à Arnaud Montebourg et Aurélie Filippetti pour leur hospitalité, leur amitié et pour nous avoir permis de vous rencontrer vous tous aujourd'hui - pour cette occasion de commencer quelque chose d'important, ici, à Frangy.

La France est le laboratoire de l'Europe. En apportant en France l'esprit du Printemps d'Athènes on peut donner à l'espoir une autre chance.

Chers amis, la diversité et la différence n'ont jamais été le problème de l'Europe.

Notre continent a commencé à s'unir avec de nombreuses langues et des cultures différentes, mais il est en train de finir divisé par une monnaie commune.

Pourquoi ? Parce que nous laissons nos dirigeants faire quelque chose qui ne peut pas être fait : dépolitiser l'argent, pour faire de Bruxelles, de l'Eurogroupe, de la BCE, des zones franches apolitiques.

Quand la politique et l'argent sont dépolitisés, **ce qui se passe c'est que la démocratie meurt.** Et quand la démocratie meurt, la prospérité est confiée au très petit nombre de gens qui ne peuvent même pas en profiter derrière les portes et les clôtures qu'ils ont du construire pour se protéger de leurs victimes.

Pour contrer cette dystopie [*NdT : = contre-utopie, société imaginaire organisée de telle façon qu'elle empêche ses membres d'atteindre le bonheur*], les peuples d'Europe doivent croire à nouveau que la démocratie n'est pas un luxe offert aux créanciers et refusé aux endettés.

Peut-être le temps est-il venu d'un réseau européen dont l'objet explicite soit la démocratisation de l'euro. Pas un autre parti politique, mais une coalition inclusive paneuropéenne d'Helsinki à Lisbonne et de Dublin à Athènes, s'engageant à passer de l'Europe de « Nous, les gouvernements » à l'Europe « Nous, le peuple ». S'engageant à mettre fin au jeu des blâmes. Attaché à la maxime selon laquelle il n'existe rien de tel que « les » Allemands, « les » Français ou « les » Grecs.

Le modèle des partis nationaux qui forment des alliances fragiles au parlement européen est obsolète. Les démocrates européens doivent se réunir d'abord, former un réseau, établir un programme commun, et ensuite trouver des façons de se connecter avec les communautés locales et au niveau national.

Le réalisme exige de notre nouveau réseau européen de chercher des moyens d'adapter les institutions européennes existantes aux besoins de nos peuples. D'être modestes et d'utiliser les institutions existantes de façon créative. Pour oublier, au moins pour l'instant, les modifications des traités et les mesures fédérales qui ne pourront suivre que lorsque nous, et le spectre de la démocratie, aurons mis fin à la crise.

Prenez les quatre domaines où la crise de l'Europe se déroule. La dette, les banques, l'insuffisance des investissements et la pauvreté. Ils sont tous les quatre actuellement laissés dans les mains des gouvernements qui sont impuissants à agir sur eux. Européanisons-les ! Que les institutions existantes gèrent une partie de la dette des États-membres, placent les banques en faillite sous une juridiction européenne commune, donnent à la BEI la tâche d'administrer un programme paneuropéen de relance par l'investissement. Et, enfin, utilisons les bénéfices comptables accumulés au sein du système européen de banques centrales pour financer un programme de lutte contre la pauvreté partout en Europe - y compris en Allemagne.

J'appelle ça un programme primordial d'europanisation décentralisée car il europanise nos pro-

blèmes communs, mais ne propose pas de trésor fédéral, pas de perte de souveraineté, pas de transferts fiscaux, pas de garanties allemandes ou françaises pour la dette irlandaise ou grecque, pas de modifications des traités, pas de nouvelles institutions. Il donne plus de liberté aux gouvernements élus. Il limite leur impuissance. Il rétablit le fonctionnement démocratique de nos Parlements.

Il y a quelques années, Michel Rocard a soutenu cette proposition, et en a même écrit la préface. Ce peut être le point de départ des réflexions de notre réseau paneuropéen réunissant la gauche française, la gauche radicale grecque, une société allemande plus confiante, et même les conservateurs qui reconnaissent que les dispositions actuelles empoisonnent la démocratie et font dérailler nos économies.

Nous n'avons pas besoin d'être d'accord sur tout. Démarrons avec l'idée commune que la zone euro doit être démocratisée.

Lorsqu'on a demandé à Gandhi ce qu'il pensait de la civilisation de l'Occident, il a répondu par son célèbre : « Je pense que ce serait une très bonne idée. »

Si l'on nous demandait ce que nous pensons de notre Union Européenne aujourd'hui, nous dirions: « Quelle idée splendide ! Si seulement nous pouvions la réaliser ! »

Nous pouvons la réaliser. Tout ce que nous avons à faire est d'aider le spectre de la démocratie à hanter ceux qui la détestent.

Permettez-moi de terminer en ajoutant aux idéaux français de la liberté, de fraternité et d'égalité, des notions que notre Printemps d'Athènes a mises en avant et que la nouvelle Europe doit de nouveau embrasser : **l'espoir, la rationalité, la diversité, la tolérance et, bien sûr, la démocratie.**

Source : [Blog de Yanis Varoufakis](#) , le 23/08/2015

Traduit par les lecteurs du site www.les-crises.fr. Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source. Les phrases mises en gras l'ont été par nous.

P.S. Rappel sur le printemps de Prague en 1968 :

Le Printemps de Prague est une période de l'histoire de la République socialiste tchécoslovaque durant laquelle le parti communiste tchécoslovaque introduit le « socialisme à visage humain » et prône une relative libéralisation. Il débute le 5 janvier

1968, avec l'arrivée au pouvoir du réformateur Alexander Dubček et s'achève le 21 août 1968 avec l'invasion du pays par les troupes du Pacte de Varsovie :

La doctrine Brejnev est la doctrine soviétique de politique étrangère qui servit à justifier a posteriori cette intervention. Elle prône une **souveraineté limitée** des États satellites de l'Union soviétique en ce que le caractère conforme au communisme de leur politique est apprécié à l'échelon supranational de tous les États socialistes, de fait par l'URSS. Elle est formulée le 3 août 1968 à Bratislava, lors d'une réunion du Pacte de Varsovie :

« Chaque parti communiste est libre d'appliquer les principes du marxisme-léninisme et du socialisme dans son pays, mais il n'est pas libre de s'écarter de ces principes s'il entend rester un parti communiste. [...] L'affaiblissement d'un maillon quelconque du système socialiste mondial affecte directement tous les pays socialistes, et ils ne sauraient y rester indifférents. »

[Léonid Brejnev, 3/08/1968]